

Vœu

Conseil municipal du 25 juin 2021

Crise sanitaire, urgence sociale, l'État doit agir !

Le premier juin dernier, la trêve hivernale a pris fin. Depuis, ce sont près de 30 000 ménages qui risquent d'être expulsés sur l'ensemble du territoire national, bien plus que les années précédentes en raison du contexte économique fortement dégradé par la crise sanitaire. Ces familles se retrouvent donc dans une situation d'extrême instabilité, avec le risque de se retrouver du jour au lendemain sans logement. En parallèle, le sans-abrisme continue de croître. Ces situations rappellent que la difficulté à se loger reste parmi les premières des inégalités.

La crise sanitaire que nous traversons a pour conséquences d'accentuer considérablement les inégalités et d'exacerber la crise du logement. Les foyers déjà précaires avant la crise subissent une détérioration très importante de leur niveau de vie depuis plus d'un an maintenant, alors que les plus aisés voient leur niveau de vie s'accroître plus que de raison. Le fossé se creuse et seul l'État pourra agir sur l'ensemble du territoire français afin de réduire ces écarts.

Bien que nous saluons l'ouverture depuis le premier confinement de 43 000 places d'hébergement d'urgence par l'État, maintenues jusqu'en 2022, l'arrêt de la trêve hivernale depuis le 1^{er} juin nous apparaît comme une catastrophe sociale. En effet, en plus d'être un élément essentiel de la dignité humaine, l'accès à un logement stable et digne est une condition nécessaire de l'accès aux droits, la recherche d'un emploi et à la stabilisation de la situation économique des ménages. Expulser des ménages précaires vient donc plonger ces derniers dans un cercle vicieux d'où il sera difficile de s'échapper.

Le Conseil municipal de Nantes veut une « Ville accueillante » pour tous, une ville qui accueille les ménages à faibles revenus, les personnes exilées, tous les salariés et qui permette à toutes et tous d'accéder à un logement digne.

Le Conseil municipal de Nantes s'est engagé devant les Nantaises et les Nantais à :

- Poursuivre les efforts de la Ville pour la construction de logements afin d'atteindre les objectifs fixés dans le Programme Local de l'Habitat (PLH).
- Poursuivre une politique ambitieuse de développement et de diversification du logement, notamment abordable et social comme inscrit dans le PLH, afin de réduire enfin l'écart entre le nombre de logements disponibles et la demande.
- Par ailleurs, la Ville de Nantes souhaite contribuer à l'apport de solutions concrètes aux difficultés évoquées, notre majorité sociale et écologiste porte haut et fort ces valeurs. Le 1% du budget métropolitain pour la mise à l'abri des personnes à la rue doit permettre de construire des solutions concrètes pour les communes de la métropole.

Nous, élu.e.s de la Ville de Nantes, émettons le vœu auprès de l'État de :

- Suspendre l'expulsion des logements jusqu'à la reprise économique avec un soutien de l'État pour les propriétaires modestes.
- Renforcer les incitations à la construction de logements sociaux dans les villes.
- Elargir le dispositif existant d'encadrement des loyers pour accroître les marges de manœuvre des collectivités afin de lutter contre les loyers abusifs.
- Débloquer des crédits à la hauteur de la crise de l'accueil actuelle afin de permettre un meilleur accompagnement social et un accès facilité aux formations professionnalisantes.
- De mettre fin au sans-abrisme et de proposer un logement digne à toutes les personnes à la rue comme annoncé par le Président de la République lors du Grand Débat à Bourg-de-Péage le 27 juillet 2017.

La crise sanitaire actuelle rappelle que l'action publique de l'État doit protéger les plus précaires et que nous ne devons tolérer aucune situation indigne de logement. Les logiques d'expulsion ne permettent pas de résoudre ces problématiques, elles ne font que les déplacer.

Dès lors, le Conseil municipal de Nantes souhaite donc alerter l'État : la situation du logement en France est de plus en plus compliquée pour les ménages précaires et l'accès au logement se complique pour les classes moyennes dans les grandes villes. La fin de la trêve hivernale et l'ouverture des expulsions malgré la crise est en la matière un très mauvais indicateur.

Nantes, le 25 juin 2021

Johanna ROLLAND

Maire